

<http://larcenciel.be/spip.php?article392>



Sortir de la crise par la relance

?

- MATIÈRE À PENSER - PENSER POUR DEMAIN, STIMULER LES IDÉES -

Date de mise en ligne : lundi 18 juin 2012

Copyright © LARCENCIEL - site de Michel Simonis - Tous droits réservés

Louis Possoz et Patrick Meyfroidt Ingénieur conseil, membre des groupes ORMEE et QuelFutur ; Chercheur, Earth and Life Institute, UCL

Voici un article simple et lumineux. J'apprécie particulièrement ces articles qui me donnent le sentiment d'être intelligent, de comprendre facilement les choses compliquées. Ils sont l'oeuvre de vrais pédagogues. Je leur en suis reconnaissant et je vous passe le tuyau...

La crise financière est-elle une crise de l'énergie ?

Pourquoi la crise financière ? Parce que les dettes privées puis les dettes publiques commencent à ne plus pouvoir être remboursées (crise des "subprimes" aux Etats-Unis).

Comment est-ce possible ? Parce que l'endettement des ménages, souvent insolvable, a explosé.

Et pour quelle raison ? On les a poussés à emprunter hors de proportion grâce à des taux d'intérêts anormalement bas et à des critères de prêt devenus laxistes.

Mais pourquoi a-t-on fait ça ? Pour tenter de relancer l'économie qui n'était pas en superforme.

Et pourquoi n'était-elle pas en forme ? Parce que la croissance économique avait été enrayée par la hausse du prix de l'énergie. Le prix du pétrole - qui était à moins de 20 dollars le baril à la fin des années 90 - a commencé à grimper en 2002, jusqu'à dépasser les 100 dollars. La fin du pétrole (très) bon marché a alors commencé à peser sur l'économie, inhibant la croissance économique jusqu'alors florissante.

Mais pourquoi cette énorme hausse du prix du pétrole ? Parce qu'on arrive de plus en plus difficilement à extraire du pétrole des gisements qui commencent à s'épuiser. Indépendamment des conflits, cela rend l'extraction de plus en plus coûteuse. Et les nouvelles découvertes, tout en étant nettement plus chères et plus toxiques pour l'environnement, ne sont pas à la hauteur de ce qu'il faudrait pour remplacer ce qui est consommé. De plus, simultanément, le Sud-Est asiatique et, surtout, la Chine prennent un virage politique et entament un essor économique nouveau, prélevant une part de plus en plus importante de la production pétrolière mondiale.

Ironiquement, la croissance de la consommation d'énergie par la Chine, surtout au début, a beaucoup servi à produire des biens destinés aux pays développés, biens qui seront payés avec de l'endettement.

Et est-ce qu'on retrouvera un jour à nouveau des combustibles fossiles abondants et bon marché ? Plus que probablement, non, sauf si l'économie mondiale venait à s'effondrer complètement.

La croissance économique se traîne, le chômage croît, poussant les populations à manifester de plus en plus ouvertement leur mécontentement. En réponse à cette situation, les médias répercutent chaque jour les vibrants plaidoyers des mondes politique, économique et social pour une relance de la croissance et de l'emploi. Les gouvernements et les candidats la promettent.

Et pourtant, il nous faudra bien trouver une autre recette qu'une sortie de crise par une relance économique keynésienne qui n'est aujourd'hui plus possible.

Après la crise de 1929, pour en réparer les dégâts, Roosevelt a mené une politique de relance volontariste. Différentes mesures ont été prises pour encourager la consommation et la production permettant ainsi aux chômeurs de retrouver travail et salaire - investissement public dans de grands projets (plan Marshall), soutien à l'investissement privé par la baisse des taux d'intérêts, soutien à l'emploi (et, donc, à la consommation) par un renforcement de l'intervention de l'Etat sur les droits des travailleurs, le tout alimenté essentiellement par le déficit budgétaire. Bien sûr, pour permettre ce boom économique, il fallait que le charbon puis le pétrole se mettent à couler à flots.

La relance par la consommation et l'investissement requiert nécessairement une croissance de la consommation d'énergie, facteur de production fondamental dans l'économie. Sans énergie, il n'existe pas de transformation physique, et, donc, pas de production. Extraire, fondre, plier, couper, transporter, toutes les transformations d'inputs en outputs exigent des quantités d'énergie minimales, déterminées par les lois de la physique. Petit à petit, les sciences et les technologies ont permis de se rapprocher de ces limites. Il est indéniable que les progrès réalisés depuis le début du XXe siècle ont été énormes. Les progrès qui restent encore possibles ne pourront plus être de la même importance. L'efficacité d'une éolienne moderne a peu à voir avec celle d'un moulin à vent. Elle ne sera plus beaucoup améliorée. L'économie que l'on appelle "réelle" est indissociablement liée à la consommation d'énergie. Le découplage entre énergie et économie est un mythe [1].

Or, actuellement, la production globale d'énergie peine à croître. Selon BP, la consommation d'énergie dans les pays développés en 2030 devrait stagner au même niveau qu'en 2005, tandis que celle dans les autres pays poursuivrait une certaine croissance en accaparant l'essentiel de l'effort de production encore envisagé) [2]. BP en conclut que la croissance mondiale devrait ralentir. D'un autre côté, des scientifiques, financièrement plus neutres, sont beaucoup moins optimistes que BP [3]. L'extraction des combustibles fossiles encore disponibles devient de plus en plus difficile, entraînant des émissions croissantes de CO₂, qui provoquent à leur tour un réchauffement climatique qui placera les prochaines générations dans des situations d'urgence inextricables. D'un autre côté, la demande asiatique est en hausse et le restera encore quelques années. Il en est de même pour l'Amérique du Sud et bientôt pour l'Afrique. Les pays développés vont se trouver confrontés à une moindre disponibilité d'énergie, ce qui contraindra leurs économies à se replier ou, au mieux, à stagner.

Bien sûr, hormis les combustibles fossiles qui représentent aujourd'hui 80 % de la consommation globale, il y a les autres sources d'énergies que sont les énergies renouvelables et les énergies nucléaires. Cependant, aucune de ces deux voies n'est à même de fournir les quantités nécessaires pour remplacer progressivement les combustibles fossiles et permettre la poursuite de la croissance économique. Et c'est sans parler de l'acceptabilité sociale de ces énergies parfois dangereuses, ni des disponibilités en ressources métalliques rares, indispensables à un développement massif des énergies renouvelables. Les populations refusent de plus en plus souvent que leurs territoires ne soient détériorés ou altérés par la chasse à l'énergie (forages, barrages, etc.) ou servent de poubelle (déchets nucléaires, stockage géologique du CO₂, effluents industriels divers, etc.).

Sans cette disponibilité importante d'énergie bon marché, les tentatives de relance économique dans nos pays développés ne peuvent donc plus avoir pour effet qu'une hausse de l'inflation ou la (re)formation de bulles financières, sans véritable impact sur l'économie réelle et le chômage. Le cancer du chômage qui ronge nos sociétés ne peut trouver de réponse que dans une réorganisation de la société, s'appuyant sur une révision de nos objectifs et en remettant l'économie et la finance au service de la société plutôt que l'inverse. L'option classique, prônée à la fois par la gauche et la droite, d'une croissance économique qui, tout en favorisant les plus nantis, laisserait ruisseler une partie de ses "fruits" sur les plus démunis, est illusoire. Elle n'a jamais vraiment fonctionné lorsque le pétrole était à 20 dollars le baril. Elle est encore plus invraisemblable avec les restrictions énergétiques qui s'annoncent [4].

Et pourtant, d'autres voies sont possibles qui sont compatibles avec un arrêt de la croissance. Maintes propositions, parfois déjà mises en œuvre, en attestent. Sans être exhaustif, on pensera au secteur de l'économie sociale et solidaire (voire à certaines coopératives), dont le fonctionnement ne repose pas nécessairement sur une logique de croissance, et à de nouvelles façons de partager le travail lorsque la croissance n'est plus au rendez-vous pour créer de nouveaux emplois [5].

On citera aussi tous les mouvements qui vont dans le sens de la "suffisance" comme la "simplicité volontaire" ou l'"open source ecology" - qui vise au libre partage des plans de fabrication de machines à longue durée de vie et faciles à réparer, à contresens de l'obsolescence programmée utilisée par les industries conventionnelles pour assurer leur croissance [6].

Les initiatives ne manquent pas, elles sont autant d'éléments pour un nouveau rapport entre économie et société.

La Libre Belgique

Mis en ligne le 09/06/2012

[1] Tim Jackson, "Prospérité sans croissance", Chap. 5 : Le mythe de découplage, De Boek 2010)

[2] British Petroleum, Energy Outlook 2030, January 2012.

[3] James Murray and David King, "Oil's tipping point has passed", Nature, Vol. 481, 26 January 2012.

[4] Interview de Dennis Meadows ("Les limites de la croissance", 1972) dans la "Libre Belgique" du 24/11/2011.

[5] "L'économie sociale et solidaire, un modèle ?", Alternatives Économiques n° 310, février 2012.

[6] Juliet Schor, "Plénitude", Chap. V, "The Economics of plenitude", p. 152.